



Paris, le 16 septembre 2010

**Communiqué**

**Alain Vidalies**, Secrétaire national au travail et à l'emploi

**Marisol Touraine**, Secrétaire nationale à la santé et la sécurité sociale

## **La remise en cause de l'indépendance de la médecine du travail : une procédure détestable, un amendement inacceptable**

Le gouvernement s'était engagé à faire une grande réforme des services de santé au travail, une réforme, de l'avis de tous, nécessaire pour renforcer la médecine du travail. Pourtant hier soir, il a préféré, avec un mépris total de la démocratie et une absence incompréhensible de concertation des organisations syndicales, faire passer en catimini et en force, un projet du MEDEF, refusé en 2009 à l'unanimité par les syndicats de salariés, qui assure la mainmise de l'employeur sur la médecine du travail.

C'est au détour d'un amendement qui n'a rien à voir avec la réforme des retraites, déposé à la dernière minute sur un projet de loi lui-même examiné selon une procédure accélérée, que le gouvernement a mis à bas l'indépendance de la médecine du travail, principe essentiel qui garantit l'effectivité de la protection de la santé de plus de 15 millions de salariés.

Les services de santé au travail seront désormais placés sous l'autorité de l'employeur. L'organisation de la médecine du travail et les missions de prévention ne seront plus directement confiées aux médecins du travail mais aux directeurs des organismes de santé au travail qui ne seront ni élus, ni choisis par les organisations syndicales ou par les salariés directement mais désignés arbitrairement par l'employeur.

Alors que nous assistons à la montée des troubles musculo-squelettiques et à l'explosion des risques psychosociaux (qui se manifestent notamment par une multiplication des suicides dus à la souffrance au travail), alors que les travaux de nombreux groupes politiques (et notamment ceux de l'UMP dirigés par Pierre Méhaignerie) arrivaient aux mêmes conclusions que les socialistes sur le nécessaire renforcement du rôle de la médecine du travail, le gouvernement et la majorité ont préféré sacrifier la santé et le bien-être au travail de nombreux salariés.